

The logo for the French Socialist Party (PS) features the letters 'PS' in a bold, red, sans-serif font.

Paris, le 24 mai 2011

Communiqué du Bureau national

Le Parti socialiste soutient les mobilisations dans l'éducation nationale

La règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux dans l'éducation nationale a des conséquences désastreuses pour l'avenir et la réussite de nos enfants. 66 000 postes supprimés depuis 2007, 9000 enseignants en moins en Primaire cette année alors que davantage d'élèves y sont attendus à la rentrée 2011, 1500 classes fermées : ces coupes sombres ont des effets immédiats sur l'environnement scolaire des élèves.

Fermer une classe équivaut à en surcharger d'autres. Cette situation frappe particulièrement le milieu rural. Certaines classes de maternelles y accueilleront ainsi plus d'une trentaine d'élèves. Des départements verront des dizaines de villages – dix pour le seul Jura par exemple – déplorer la fermeture de leur école. Augmentation du nombre d'élèves par classe, disparition des RASED : ce sont aujourd'hui les élèves les plus en difficulté qui souffrent. Ce n'est plus seulement l'encadrement pédagogique qui est menacé : en diminuant le nombre d'adultes dans les établissements, c'est également la sécurité des enfants qui est mise en cause.

Face à cette situation intenable, la colère monte. Des mobilisations regroupant des enseignants, des parents d'élèves et des élus ont lieu à travers la toute France depuis des semaines. Manifestations devant le Ministère de l'Education nationale, occupations d'établissements, « Nuit des écoles » le 20 mai... Les mobilisations se poursuivent aujourd'hui à Lyon, le 27 mai à Paris, le 31 mai à Toulouse.

Le Parti socialiste est aux côtés de l'ensemble des Français, des parents d'élèves, des élèves et du personnel éducatif pour défendre un service public de l'éducation plus juste, plus équitable et mieux adapté aux besoins de chaque enfant.

Il apporte son soutien aux mobilisations citoyennes locales et nationales contre la casse organisée de l'Education nationale. Il réitère son appel à un moratoire national sur les suppressions de postes. Par ailleurs, il ne se satisfait pas des mesures cosmétiques annoncées par Luc Châtel : quelques centaines de master en pseudo-alternance ne compenseront pas les effets dramatiques de la réforme de la formation des enseignants.

Il est plus que temps de changer radicalement de politique. La France doit recommencer, à investir dans l'éducation, à tous les niveaux, depuis la maternelle jusqu'à l'université. Nous devons mettre fin aux écarts scandaleux observés entre les élèves les plus favorisés et ceux qui subissent de plein fouet les ségrégations sociales et spatiales et sont condamnés à l'abandon éducatif. Le Parti socialiste fait aujourd'hui des propositions : recréer des postes là où ils sont nécessaires et revenir sur les suppressions de classes, développer la scolarisation précoce, concentrer les moyens sur le primaire, passer aux cinq jours éducatifs, transformer le collège pour la réussite de tous, rénover la pédagogie et limiter les redoublements, renforcer l'éducation

prioritaire, mettre en place une nouvelle carte scolaire, et réussir ce projet en passant nouveau contrat avec les enseignants.

L'éducation est notre avenir. Ce sera notre priorité.